

### 3.5. Logique d'intervention

L'objectif général de l'action est une expression directe de l'impact attendu de l'objectif spécifique, l'amélioration de la gouvernance économique et administrative afin d'avoir à terme, un impact structurel sur l'ensemble de l'intervention de l'État, pour une distribution équitable et durable des services à la population.

Les principaux risques concernent la volonté politique pour faire des réformes sensibles, qui faiblira probablement à l'approche des élections de 2024, les ressources humaines disponibles à tous les niveaux, ainsi que les capacités très limitées. Les hypothèses principales soutenant cette logique sont multiples : la volonté politique des autorités actuelles au plus haut niveau est de soutenir les réformes, qui font partie des engagements du gouvernement; la mise en place du processus de transparence, redevabilité, non-discrimination, participation, respect de tous les droits et de développement des compétences au niveau des ressources humaines pour mettre en œuvre les réformes; l'obtention de résultats concrets au bénéfice des populations diverses (hommes et femmes) et leur implication dans un processus de changement à la base dans des zones reculées en lien direct avec les réformes portées au niveau central.

La logique d'intervention sous-jacente concernant la gestion des finances publiques et la réforme de l'administration publique, sera d'opérationnaliser les dispositions de la LOLF afin d'appuyer les engagements du Gouvernement visant à améliorer l'évaluation et la priorisation des besoins budgétaires, responsabiliser les gestionnaires, introduire la performance et tenir la comptabilité générale fondée sur les droits et obligations. Pour la réforme de l'administration, l'action cherchera à établir un schéma directeur de modernisation, en introduisant la culture de performance, en transformant le dispositif de formation des fonctionnaires de l'État et en améliorant la qualité de service rendu à l'utilisateur. En effet, la gestion basée sur la performance ne peut être mise en œuvre qu'avec une réforme de la gestion des ressources humaines de l'État afin de remédier aux faiblesses intrinsèques de l'administration mauritanienne. En matière d'action gouvernementale, la coordination des actions interministérielles est essentielle dans la conduite des réformes qui impactent tous les secteurs de l'État. L'appui à la coordination et au suivi des réformes de l'État qui intègrent les finances publiques et la fonction publique s'avère très structurant dans le pilotage des réformes de l'État.